

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2005 — 570

[C — 2004/12392]

**19 JANVIER 2005. — Arrêté royal relatif  
à la protection des travailleurs contre la fumée de tabac**

**RAPPORT AU ROI**

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est une partie du plan fédéral de lutte contre le tabagisme.

Dans le prolongement du droit à un climat social exempt de fumée de tabac, ce projet veut aborder la fumée de tabac dans l'air ambiant dans les espaces de travail. Imposer le droit à un espace de travail exempt de fumée de tabac n'est pas si évident qu'il paraît.

Les dispositions du Règlement général pour la protection du travail (RGPT) garantissent insuffisamment un espace de travail exempt de fumée de tabac.

Du fait de l'évolution sociale générale dans le domaine de l'usage du tabac et compte tenu des exigences sans cesse plus sévères à l'égard de l'exposition à la fumée de tabac sur les lieux de travail par considération pour la qualité, la sécurité et la santé, nous avons remplacé les principes actuels de courtoisie envers les personnes qui fument au travail par une approche plus précise axée sur l'interdiction de l'usage du tabac.

Cet arrêté instaure le droit à un espace de travail et des équipements sociaux exempts de fumée de tabac.

L'interdiction de fumer dans l'espace de travail a été introduite pour donner fond et forme à ce droit.

La possibilité de fumer est restreinte aux locaux qui ne sont pas des espaces de travail et qui sont explicitement destinés à cet effet. L'éventualité d'un fumoir ne crée pas un droit à de tels locaux.

Fumer dans un espace fumoir ne peut être autorisé qu'en accord avec le personnel.

L'interdiction de fumer ne s'applique pas aux travaux à ciel ouvert.

L'interdiction de fumer prévue dans ce projet d'arrêté royal ne s'applique pas dans le secteur horeca où le public est autorisé à fumer. L'interdiction de fumer s'applique bien dans tout autre lieu du secteur horeca, par exemple les cuisines, entrepôts, blanchisseries et autres lieux semblables.

Commentaire par article :

Article 1<sup>er</sup>. Cet article définit le champ d'application.

Art. 2. Le point 1 de cet article ne prévoit qu'une exception à un espace de travail exempt de fumée de tabac dans les lieux fermés destinés au public des établissements du secteur horeca où il est permis de fumer.

Le point 2 est une exception à l'interdiction de fumer pour les lieux fermés, qui peuvent être considérés comme des espaces privés, dans les institutions de services sociaux comme les maisons de repos, les établissements de soins, les résidences-services, les cliniques psychiatriques, les institutions pour des personnes handicapées et pour l'aide spéciale à la jeunesse et les prisons où les résidents et non-résidents peuvent fumer sous certaines conditions qui sont fixées par ces institutions et qui leur sont spécifiquement destinées.

Le point 3 prévoit une exception pour les habitations privées. Mais, cette exception ne vaut pas dans les espaces de ces habitations qui sont exclusivement destinés à un usage professionnel et où un employeur occupe des travailleurs, comme par exemple un atelier de couture ou un atelier de menuiserie à l'intérieur d'une habitation privée.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2005 — 570

[C — 2004/12392]

**19 JANUARI 2005. — Koninklijk besluit betreffende  
de bescherming van de werknemers tegen tabaksrook**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het ter ondertekening aan Zijne Majesteit voor te leggen, is een onderdeel van het federaal plan ter bestrijding van het tabaksgebruik.

In het verlengde van het recht op een rookvrij sociaal klimaat wil dit ontwerp de omgevingsrook in de werkruimten aanpakken. Het blijkt niet zo vanzelfsprekend te zijn om het recht op een rookvrije werkruimte in de praktijk af te dwingen.

De bepalingen van het Algemeen Reglement voor arbeidsbescherming (ARAB) laten in onvoldoende mate toe om een rookvrije werkruimte te garanderen.

Omwille van de algemene maatschappelijke evolutie op het vlak van roken en rekening houdend met de steeds strengere eisen ten opzichte van blootstelling aan tabaksrook op de arbeidsplaats vanuit kwaliteits-, veiligheids- en gezondheidsoverwegingen, hebben we het huidige hoffelijkheidsprincipe ten aanzien van het roken op het werk vervangen door een duidelijkere benadering, gericht op het niet roken.

Door dit besluit wordt het recht op een rookvrije werkruimte en sociale voorzieningen ingevoerd.

Om dit recht vorm en inhoud te geven wordt een rookverbod in de werkruimte ingevoerd.

Roken is enkel mogelijk in lokalen die geen werkruimten zijn en die daartoe op uitdrukkelijke wijze aangewezen zijn. De mogelijkheid van een rookkamer creëert geen recht op dergelijke plaatsen.

Roken in de rookkamer kan enkel toegestaan worden in overleg met het personeel.

Het rookverbod geldt niet voor werkzaamheden in open lucht.

Het rookverbod voorzien in dit ontwerp van koninklijk besluit geldt niet in horecazaken waar het roken voor het publiek is toegelaten. Het rookverbod geldt wel op alle andere plaatsen in horecazaken zoals de keukens, opslagplaatsen, wasserij en dergelijke.

Commentaar bij de artikelen :

Artikel 1. Dit artikel bepaalt het toepassingsgebied.

Art. 2. Punt 1 van dit artikel voorziet enkel in een uitzondering op een rookvrije werkruimte in de voor publiek bestemde gesloten plaatsen van horeca-inrichtingen waar het toegelaten is om te roken.

Punt 2 is een uitzondering op het rookverbod voor als private vertrekken te beschouwen gesloten plaatsen van instellingen van maatschappelijke dienstverlening zoals rusthuizen, rust- en verzorgingshuizen, serviceflats, psychiatrische instellingen, instellingen voor personen met een handicap en voor bijzondere jeugdzorg en gevangnissen waar bewoners en niet-bewoners mogen roken onder bepaalde voorwaarden die zijn vastgelegd door deze instellingen en die specifiek voor hen bestemd zijn.

Het punt 3 voorziet een uitzondering voor de privé-woningen. Deze uitzondering geldt echter niet in de ruimten van deze woningen die exclusief bestemd zijn voor professioneel gebruik en waar een werkgever werknemers tewerkstelt, bijvoorbeeld een naaiatelier of een timmermanswerkplaats in een privé-woning.

Art. 3. Cette disposition définit les concepts espace de travail, équipements sociaux et espace fumeur.

Les lieux fermés dans l'entreprise comprennent outre les lieux de travail, le hall d'entrée, les escaliers, les ascenseurs, les espaces de communication, les couloirs, les parkings fermés.

Le garage, par exemple, est un espace ouvert dans l'entreprise.

L'espace de travail inclut aussi les lieux de travail en dehors de l'entreprise comme par exemple les chaînes de montage, les cabines de camions, camionnettes, voitures de service.

L'espace de travail à ciel ouvert ne relève pas de l'interdiction de fumer, par exemple la cour intérieure.

Art. 4. Il donne au travailleur le droit à un espace de travail et des équipements sociaux exempts de fumée de tabac. Le travailleur a droit à un air exempt de fumée de tabac là où il est occupé.

Art. 5. Il est indiqué de quelle façon l'employeur doit garantir ce droit.

Cet article contient l'interdiction de fumer dans les espaces de travail et prévoit la possibilité de permettre de fumer uniquement dans un fumeur.

Une telle autorisation ne peut être donnée qu'après concertation avec le personnel.

A ce sujet, il est signalé que la possibilité d'un espace fumeur ne crée pas un droit à un espace fumeur.

De plus, dans les entreprises où aucune concertation n'est organisée, l'interdiction de fumer s'applique sans restriction.

Cet article prévoit également que le moyen de transport collectif du et vers le lieu de travail soit exempt de fumée de tabac.

Art. 6. Au point 1, il est stipulé que l'employeur doit veiller à ce que toutes les personnes qui, en quelque qualité que ce soit, pénètrent dans l'entreprise, respectent le droit des travailleurs à un environnement de travail exempt de fumée de tabac.

Art. 7. Les articles 4, 5 et 6 n'entreront en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 2006, mais l'employeur a déjà avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 l'obligation de limiter l'usage du tabac.

Il est obligé de mettre en place une politique globale de restriction de l'usage du tabac dans le cadre du système dynamique de gestion des risques.

De ce fait, la concertation avec le personnel est indépendante de la concertation au sujet des lieux où on peut encore fumer après le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'employeur n'est pas obligé, dans le prolongement de cet arrêté, de supporter les frais qu'entraîne pour un travailleur l'arrêt du tabac.

L'employeur n'est pas obligé, dans le prolongement de cet arrêté, d'organiser des actions de sensibilisation et d'information, ni de développer des programmes d'assistance directe pour arrêter de fumer, ni de donner de l'information aux travailleurs sur les institutions spécialisées dans ce domaine.

Art. 8. L'article 148*decies*2. *2bis* du RGPT relatif à l'usage du tabac est abrogé étant donné que le présent arrêté introduit une nouvelle approche.

Art. 9. Cet article donne à l'arrêté une place dans la structure du Code.

Art. 10. L'objectif de cet article est de fixer deux dates distinctes d'entrée en vigueur.

Selon cet article, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'arrêté royal aura été publié au *Moniteur belge*.

Ce court délai ne s'applique pas aux articles 4, 5 et 6. Cela implique que l'interdiction de fumer, la possibilité d'un fumeur et les informations à ce sujet à des tiers entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les employeurs ont ainsi le temps de prendre des mesures et les travailleurs de se préparer à l'interdiction de fumer.

Art. 3. Deze bepaling omschrijft de begrippen werkruimte, sociale voorzieningen en rookkamer.

De gesloten ruimte binnenin de onderneming omvat naast de werkplaatsen de inkomhal, gangen, trappen, liften, verbinderuimten, gesloten parkeergarages.

Een open ruimte binnenin de onderneming is bijvoorbeeld de garage.

De werkruimte omvat ook de werkplaatsen buiten de onderneming, bijvoorbeeld werfketen, cabines van vrachtwagens, bestelwagens, dienstwagens.

De werkruimte in open lucht valt niet onder het rookverbod, bijvoorbeeld de binnenkoer.

Art. 4. Deze bepaling geeft de werknemer het recht om te beschikken over een werkruimte en sociale voorzieningen die vrij zijn van tabaksrook. De werknemer heeft het recht op tabaksrookvrije lucht waar hij tewerkgesteld is.

Art. 5. Hier wordt aangegeven op welke wijze de werkgever dit recht moet waarborgen.

Dit artikel omvat het rookverbod in de werkruimte en voorziet de mogelijkheid toe te laten dat er enkel mag gerookt worden in een rookkamer.

Een dergelijke toelating kan enkel gegeven worden na overleg met het personeel.

In dit verband wordt erop gewezen dat de mogelijkheid van een rookkamer geen recht op een rookkamer creëert.

Bovendien is het zo dat in ondernemingen waar er geen overleg wordt georganiseerd, het rookverbod onverkort geldt.

Het artikel voorziet ook dat het gemeenschappelijk vervoer van en naar het werk rookvrij is.

Art. 6. In punt 1 wordt bepaald dat de werkgever er moet voor zorgen dat alle personen, die in welke hoedanigheid ook, het bedrijf betreden, het recht van de werknemers op een rookvrije werkomgeving moeten respecteren.

Art. 7. De artikelen 4, 5 en 6 worden pas van kracht op 1 januari 2006, maar de werkgever heeft vóór 1 januari 2006 verplichtingen ter beperking van tabaksgebruik.

Hij wordt verplicht om een algemeen beleid te voeren met het doel tabaksgebruik te beperken in het kader van het dynamisch risicobeheersingssysteem.

Daardoor is er overleg met het personeel los van het overleg over de plaatsen waar nog mag gerookt worden na 1 januari 2006.

De werkgever is in navolging van dit besluit niet verplicht de kosten te dragen die stoppen met roken voor een werknemer meebrengt.

De werkgever is in navolging van dit besluit niet verplicht sensibiliserings- en informatieacties te organiseren, noch programma's voor rechtstreekse bijstand bij het stoppen van roken te ontwikkelen, noch informatie te verstrekken aan de werknemers over de gespecialiseerde instellingen op dit vlak.

Art. 8. Artikel 148*decies*2. *2bis* van het ARAB, dat roken betreft, wordt opgeheven omdat door dit besluit een nieuwe benadering ingevoerd wordt.

Art. 9. Dit artikel geeft het besluit een plaats in de structuur van de Codex.

Art. 10. Dit besluit beoogt het vaststellen van twee afzonderlijke data van inwerkingtreding.

Volgens dit artikel wordt het besluit van kracht op de eerste dag van de maand na die waarin het koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekend gemaakt.

Deze korte termijn geldt niet voor de artikelen 4, 5 en 6. Dit houdt in dat het rookverbod, de mogelijkheid van een rookkamer en de informatie hierover naar derden in werking treden op 1 januari 2006.

Op deze wijze hebben de werkgevers de tijd om maatregelen te nemen en hebben de werknemers de tijd om zich voor te bereiden op het rookverbod.

**19 JANVIER 2005. — Arrêté royal relatif  
à la protection des travailleurs contre la fumée de tabac (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 7 avril 1999 et 11 juin 2002;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 148*decies*2. 2*bis*, inséré par l'arrêté royal du 31 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, donné le 27 février 2004;

Vu l'avis 37.764/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux travailleurs, ainsi qu'aux personnes y assimilées, visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, a) à d) et 2°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

**Art. 2.** Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° dans tous les lieux fermés où sont présentées à la consommation des denrées alimentaires et/ou des boissons et où il est autorisé de fumer, en application des articles 2, § 2, et 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 mai 1990 portant interdiction de fumer dans certains lieux publics;

2° dans les lieux fermés de toutes les institutions de services sociaux et des prisons, qui sont à considérer comme des espaces privés, et où les résidents et non-résidents peuvent fumer sous les conditions qui leur sont fixées;

3° dans les habitations privées, à l'exception des espaces destinés exclusivement à un usage professionnel et où des travailleurs sont occupés.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° espace de travail :

a) tout lieu de travail, qu'il se trouve dans une entreprise ou un établissement, ou en dehors de ceux-ci, et qu'il se trouve dans un espace ouvert ou fermé, à l'exception de l'espace à ciel ouvert;

b) et tout espace ouvert ou fermé dans l'entreprise ou l'établissement, où le travailleur a accès;

3° équipements sociaux : les installations sanitaires, le réfectoire et les locaux destinés au repos ou destinés aux premiers soins;

4° fumeur : local où il est autorisé de fumer et qui est exclusivement destiné à cet effet;

5° le Comité : le Comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, la délégation syndicale ou, à défaut, les travailleurs eux-mêmes conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi.

**Art. 4.** Tout travailleur a le droit de disposer d'espaces de travail et d'équipements sociaux exempts de fumée de tabac.

**19 JANUARI 2005. — Koninklijk besluit betreffende  
de bescherming van de werknemers tegen tabaksrook (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op artikel 4, § 1, gewijzigd bij de wetten van 7 april 1999 en 11 juni 2002;

Gelet op het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 148*decies*2. 2*bis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1993;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk, gegeven op 27 februari 2004;

Gelet op advies 37.764/1 van de Raad van State, gegeven op 18 november 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werknemers en op de daarmee gelijkgestelde personen, bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, a) tot d) en 2°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

**Art. 2.** Dit besluit is niet van toepassing op :

1° alle gesloten plaatsen waar voedingsmiddelen en/of dranken ter consumptie aangeboden worden en waar het toegelaten is te roken, met toepassing van de artikelen 2, § 2, en 3, § 1, van het koninklijk besluit van 15 mei 1990 tot het verbieden van het roken in bepaalde openbare plaatsen;

2° de als private vertrekken te beschouwen gesloten plaatsen van alle instellingen van maatschappelijke dienstverlening en van de gevangnissen, waar de bewoners en niet-bewoners mogen roken onder de voorwaarden die er voor hen zijn vastgelegd;

3° privé-woningen, behalve de ruimten die exclusief bestemd zijn voor professioneel gebruik en waar werknemers worden tewerkgesteld.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° werkruimte :

a) elke arbeidsplaats, ongeacht of deze zich binnen of buiten een onderneming of inrichting bevindt en ongeacht of deze zich in een gesloten of in een open ruimte bevindt, met uitzondering van de ruimte in open lucht;

b) en elke open of gesloten ruimte binnenin de onderneming of inrichting waar de werknemer toegang tot heeft;

3° sociale voorzieningen : de sanitaire voorzieningen, de refter en de lokalen bestemd voor rust of eerste hulp;

4° rookkamer : lokaal waar gerookt mag worden en dat uitsluitend daartoe bestemd is;

5° het Comité : het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis hiervan, de syndicale afvaardiging of, bij ontstentenis hiervan, de werknemers zelf overeenkomstig de bepalingen van artikel 53 van de wet.

**Art. 4.** Elke werknemer heeft het recht te beschikken over werkruimten en sociale voorzieningen, vrij van tabaksrook.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'employeur interdit de fumer dans les espaces de travail, les équipements sociaux, ainsi que dans les moyens de transport qu'il met à la disposition du personnel pour le transport collectif du et vers le lieu de travail.

§ 2. Par dérogation à l'interdiction visée au § 1<sup>er</sup>, il est possible de prévoir un fumoir dans l'entreprise, après avis préalable du Comité.

Ce fumoir est efficacement ventilé.

Le règlement d'accès à ce fumoir pendant les heures de travail est fixé après avis préalable du Comité.

Ce règlement ne peut pas causer d'inégalité de traitement entre les travailleurs.

**Art. 6.** L'employeur prend les mesures nécessaires pour veiller à ce que les tiers qui se trouvent dans l'entreprise soient informés des mesures qu'il applique en vertu du présent arrêté.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Jusqu'à la date d'entrée en vigueur des articles 4, 5 et 6 du présent arrêté, l'employeur met en place une politique globale de restriction de l'usage du tabac dans les espaces de travail et les équipements sociaux, dans le cadre du système dynamique de gestion des risques.

§ 2. La politique globale visée au § 1<sup>er</sup> :

1° fixe les mesures nécessaires pour restreindre l'usage du tabac dans les espaces de travail et les équipements sociaux, ainsi que leurs modalités d'application, et prend, si nécessaire, les dispositions matérielles complémentaires afin d'éliminer les nuisances dues à la fumée de tabac dans l'air ambiant;

2° est portée à la connaissance de tous les travailleurs.

**Art. 8.** L'article 148decies2. 2bis du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, inséré par l'arrêté royal du 31 mars 1993, est abrogé.

**Art. 9.** Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 7 constituent la section II du chapitre I du titre III du Code sur le bien-être au travail avec les intitulés suivants :

1° « Titre III. — Lieux de travail. »;

2° « Chapitre I<sup>er</sup>. — Exigences fondamentales. »;

3° « Section II. — Protection des travailleurs contre la fumée de tabac ».

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4, 5 et 6 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996.

Loi du 7 avril 1999, *Moniteur belge* du 20 avril 1999.

Loi du 11 juin 2002, *Moniteur belge* du 22 juin 2002.

Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* des 3 et 4 avril 1946.

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3 et 4 octobre 1947.

Arrêté royal du 31 mars 1993, *Moniteur belge* du 26 mai 1993.

**Art. 5. § 1.** De werkgever verbiedt het roken in de werkrumten en de sociale voorzieningen, evenals in het vervoermiddel dat voor gemeenschappelijk vervoer van en naar het werk door hem ter beschikking wordt gesteld van het personeel.

§ 2. In afwijking van het verbod bedoeld in § 1, bestaat de mogelijkheid te voorzien in een rookkamer binnen de onderneming, na voorafgaand advies van het Comité.

Deze rookkamer wordt afdoende verlucht.

De regeling van de toegang tot deze kamer tijdens de werkuren wordt vastgelegd, na voorafgaand advies van het Comité.

Deze regeling mag geen ongelijke behandeling van de werknemers veroorzaken.

**Art. 6.** De werkgever neemt de nodige maatregelen teneinde erover te waken dat derden die zich in de onderneming bevinden, geïnformeerd worden omtrent de maatregelen die hij toepast overeenkomstig dit besluit.

**Art. 7. § 1.** Tot de datum van inwerkingtreding van de artikelen 4, 5 en 6 van dit besluit, voert de werkgever, in het kader van het dynamisch risicobeheersingssysteem, een algemeen beleid in om het gebruik van tabak in de werkrumten en de sociale voorzieningen in te perken.

§ 2. Het algemeen beleid bedoeld in § 1 :

1° legt de maatregelen alsook de toepassingsregels vast nodig om het tabaksgebruik in de werkrumten en de sociale voorzieningen in te perken en neemt, zo nodig, de bijkomende materiële maatregelen om hinder te wijten aan omgevingstabaksrook uit te schakelen;

2° wordt ter kennis gebracht van alle werknemers.

**Art. 8.** Art. 148decies2. 2bis van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1993, wordt opgeheven.

**Art. 9.** De bepalingen van de artikelen 1 tot 7 vormen afdeling II van hoofdstuk I van titel III van de Codex over het welzijn op het werk met de volgende opschriften :

« Titel III. — Arbeidsplaatsen. »;

« Hoofdstuk I. — Basiseisen. »;

« Afdeling II. — Bescherming van de werknemers tegen tabaksrook ».

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4, 5 en 6 die in werking treden op 1 januari 2006.

**Art. 11.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 januari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996.

Wet van 7 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 20 april 1999.

Wet van 11 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 2002.

Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 april 1946.

Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 oktober 1947.

Koninklijk besluit van 31 maart 1993, *Belgisch Staatsblad* van 26 mei 1993.